

Politique agricole

L'agriculture a aujourd'hui un impact négatif sur notre environnement, tant à l'échelle globale qu'à celle de la Suisse. Au cours des dernières années, les objectifs environnementaux définis pour l'agriculture suisse n'ont pas été atteints. Nos eaux sont polluées par trop de pesticides et la plupart des sols sont excessivement fertilisés par un nombre trop élevé d'animaux de rente. Cela a un impact négatif sur la biodiversité : l'agriculture intensive et l'élevage industriel sont considérés comme les principales causes de l'extinction des espèces.

Contrairement à ce que présentent les publicités et le lobby de l'agriculture, la plupart des animaux d'élevage ne bénéficient malheureusement pas d'accès régulier à des espaces extérieurs.

Une agriculture durable, écologique, équitable et respectueuse des animaux est possible et nécessaire de toute urgence. Les Jeunes Vert·e·x·s réclament une agriculture garantissant une eau propre, des sols fertiles, une préservation de la biodiversité et davantage d'espaces pour la nature, car ce sont les fondements de la vie.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une réduction du nombre d'animaux de rente de sorte que l'on n'importe plus de nourriture pour animaux et une réduction des surfaces cultivées pour les céréales fourragères
- Que tous les animaux de rente soient élevés, gardés et nourris conformément aux besoins de l'espèce
- Une agriculture sans pesticides de synthèse ni engrais minéraux qui tende à des cycles nutritifs aussi fermés que possible
- Une agriculture 100% biologique d'ici 2030. Les dispositions s'appliquent également pour toutes les importations
- La promotion des produits alimentaires végétaux, locaux et de saison
- Une production de denrées alimentaires diversifiées saines et écologiques, adaptée aux conditions locales et sans OGM, en conformité avec les principes de l'agroécologie
- Le juste prix pour tous les produits agricoles et des efforts pour atteindre la souveraineté alimentaire en Suisse et dans le monde
- Que les aliments importés soient soumis aux mêmes exigences minimales que les produits nationaux
- Une augmentation du nombre de personnes employées dans l'agriculture
- La préservation des terres cultivées